

Projet : "Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et de l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta"



(Source : Goulq, 2024)

**ATELIER NATIONAL SUR L'INTEGRATION DES POLITIQUES DE REDUCTION
DES RISQUES DE CATASTROPHE ET D'ADAPTATION AU CHANGEMENT
CLIMATIQUE AUX NIVEAUX LOCAL, NATIONAL ET TRANSFRONTIERE
DANS LE BASSIN DE LA VOLTA**

6 – 7 Mai 2024

Hôtel Les Terrasses de Bonoumin d'Abidjan

RAPPORT DE L'ATELIER

Equipe du Consultant :

Prof. GOULA Bi Tié Albert (Chef de mission)

Dr. G. Soro Emile (Assistant Consultant)

Dr. KONIN N'Da Jean Claude (Enquêteur)

Dr. YAO Blé Forhest (Enquêteur)

Table des matières

LISTE DES FIGURES	2
LISTE DES ACRONYMES	3
1. Introduction	4
2. Gestion sociale de l'atelier	4
2.1. Cérémonie d'ouverture	4
2.1.1. Allocution de bienvenue du coordonnateur SFN/ABV	4
2.1.2. Discours du Secrétaire Exécutif de GWP-AO	5
2.1.3. Discours du Représentant du Ministre des Eaux et Forêts	5
2.2. Présidium de l'atelier	5
2.3. Participant(e)s à l'atelier	6
2.4. Adoption de l'agenda de l'atelier	7
3. Déroulement des travaux et synthèse des échanges	7
3.1. Rappel des objectifs et des résultats	7
3.1.1. Objectifs de l'atelier national	7
3.1.2. Résultats attendus de l'atelier national	7
3.2. Démarche méthodologique	8
3.2.1. Méthode d'animation de l'atelier national	8
3.2.2. Contenu de l'atelier national	9
3.3. Communications	9
3.4. Résultats des travaux de groupes	20
3.4.1. Résultat du Groupe 1	20
3.4.2. Résultat du Groupe 2	22
4. Clôture de l'atelier	25
4.1. Secrétaire Exécutif de GWP-AO	25
4.2. Coordonnateur de la SFN/ABV	25
5. Conclusions et recommandations	25
Annexes	26
Annexe 1 : Liste des participant(e)s à l'atelier 6 et 7 mai 2024	26
Annexe 2 : Agenda de l'atelier	28
Annexe 3 : Listes des groupes	30

LISTE DES FIGURES

Figure 1: Illustration de la cérémonie d'ouvert	5
Figure 2: Illustration du Présidium	6
Figure 3: Illustration du groupe de travail 1	31
Figure 4: Illustration du groupe de travail 2	33

LISTE DES ACRONYMES

ABV	Autorité du bassin de la Volta
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
ANAGED	Agence Nationale de Gestion des Déchets
ANDE	Agence Nationale de l'Environnement
BNETD	Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CERFE	Fondation de Recherche CIMA
CIAPOL	Centre Ivoirien Anti-Pollution
CNDFB	Comité National de Lutte contre les Feux de Brousse
CTS	Comité Technique Sectoriel
DGAMP	Direction Générale des Affaires Maritimes et Portuaires
DGE	Direction Générale de l'Economie
GWP-WA	Partenariat Mondial pour l'Eau en Afrique de l'Ouest
INHP	Institut National d'Hygiène Publique
INS	Institut National des Statistiques
MINAGRI	Ministère de l'Agriculture
MINEF	Ministère des Eaux et Forêts
MPARH	Ministère de la Production Animale et des Ressources Halieutiques
NRBC	Nucléaire, Radiologique, Biologique, Chimique
OIPR	Office Ivoirien des Parcs et Réserves
OMM	Organisation Météorologique Mondiale
ONAD	Office National de l'Assainissement et du Drainage
ONEP	Office Nationale de l'Eau Potable
ONG	Organisation Non Gouvernementale
ONPC	Office National de la Protection Civile
ONU	Organisation des Nations Unies).
PAS	Programme d'Action Stratégique
PIB	Produit Intérieur Brut
PND	Plan National de Développement
RRC	Réduction des Risques de Catastrophes
SDAGDE	Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion Durable de l'Eau
SODEXAM	Société d'exploitation et de développement aéroportuaire, aéronautique et météorologique
TdR	Termes de Référence
UEMOA	Union Economique et Monétaire Ouest Africaine
UICN	Union Internationale pour la Conservation de la Nature
UNITAR	United Nations Institute for Training and Research
UNOSAT	UNITAR Operational Satellite Applications Programme
USD	Dollar des Etats-Unis

1. Introduction

Les 6 et 7 mai 2024, s'est déroulé à l'hôtel Les Terrasses de Bonoumin, à Abidjan, « un atelier national sur l'intégration des politiques de réduction des risques de catastrophe et d'adaptation au changement climatique aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta ».

Organisé par le Consortium composé de l'Organisation Météorologique Mondiale (OMM), l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV), le Partenariat Mondial de l'Eau en Afrique de l'Ouest (GWP-AO), en collaboration avec leurs représentations nationales que sont le Partenariat National de l'Eau de Côte d'Ivoire (PNECI) et la Structure Focale Nationale (SFN), l'atelier s'inscrit dans le cadre du projet « ***Intégrer la gestion des inondations et de la sécheresse et de l'alerte précoce pour l'adaptation au changement climatique dans le bassin de la Volta*** ».

L'objectif de la rencontre est d'intégrer les politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière pour renforcer la résilience au changement climatique dans le bassin de la Volta.

Ont pris part à l'atelier, une quarantaine de participants issus de diverses structures, notamment les autorités locales, les services déconcentrés, les Ministères et l'organisation non gouvernementale (LA CIBES) sur l'intégration des politiques, des plans et des directives de réduction des risques de catastrophe (RRC) et d'adaptation aux changements climatiques (ACC) dans le Bassin de la Volta.

Le présent rapport consolide l'ensemble des productions issues des travaux de l'atelier. Il est structuré autour de quatre (4) principales sessions ci-après :

- **Session 0** : Cérémonie d'ouverture et mise en route de l'atelier national ;
- **Session 1** : Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national transfrontière dans le bassin de la Volta ;
- **Session 2** : Intégration des politiques, des plans et de directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta ;
- **Session 3** : Mécanisme de coordination et de collaboration institutionnelles sur la mise en œuvre des politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV et formalités de départ.

2. Gestion sociale de l'atelier

2.1. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture présentée par la figure 1 a été marquée par trois (3) allocutions.

2.1.1. Allocution de bienvenue du coordonnateur SFN/ABV

Dr Kouamé Auguste KOUASSI, Directeur de la protection et de l'aménagement des ressources en eau a souhaité la bienvenue aux différents participants. Il a ensuite rappelé que le projet VFDM a débuté en juin 2019 et prendra fin en juin 2024. Il a signifié l'importance d'instrumentaliser les bassins en vue de renforcer la résilience des populations face au changement climatique, en particulier celle de la Volta et

d'assurer la pérennité des espèces. Enfin, il a rappelé les activités menées lors de ce projet et a mis en exergue l'importance de la coopération régionale face aux défis des changements climatiques.

2.1.2. Discours du Secrétaire Exécutif de GWP-AO

Monsieur Armand HOUANYE, Secrétaire Exécutif de GWP-AO a salué la présence des participants et a exprimé l'honneur de prendre part à ce dit atelier. Il a associé sa voix aux autorités pour remercier la bonne collaboration existante entre les différentes entités et les différentes recommandations issues des différentes rencontres organisées. Il a terminé ces mots en souhaitant plein succès à l'atelier.

2.1.3. Discours du Représentant du Ministre des Eaux et Forêts

Monsieur Antoine Koffi DJAHA, Directeur de cabinet adjoint représentant le Ministre des Eaux et Forêts a salué l'assemblée et souhaité la bienvenue à l'atelier. Il a rappelé que l'atelier fait suite à celui du 08 au 09 avril de Bondoukou. Tout en rappelant les objectifs dudit atelier et vue la qualité des participants, il s'est dit rassuré de la qualité des travaux qui seront effectués. Il a achevé son allocution en réitérant ses remerciements au financement reçu pour la réalisation de ce projet. Ainsi, il a déclaré ouvert l'atelier.



Figure 1: Illustration de la cérémonie d'ouvert

2.2. Présidium de l'atelier

Le Présidium était composé d'un Président (Dr Kouamé Auguste KOUASSI) qui est le coordonnateur SFN/ABV entouré du Vice-Président (Dr Fofana Namizata BINATE) à sa droite (Ministère de la femme, de la famille et de l'enfant) et à sa gauche du Sous-Préfet de Tagadi avec à son extrême droite le Secrétaire Exécutif de GWP-AO (Figure 1). A ceux-ci s'ajoute un secrétariat composé de Philippine ESSIS de la SODEXAM et de son Adjoint, M. Koffi Basile KOFFI de l'Hydrologie.



Figure 2: Illustration du Présidium

2.3. Participant(e)s à l'atelier

Une quarantaine de participant(e)s ont pris part à l'atelier. Une attention spécifique sera prêtée afin d'assurer, autant que possible, une présence équilibrée basée sur toutes les catégories d'âge en considérant le genre. Les différentes catégories de participant(e)s attendu(e)s à l'atelier sont résumées dans le tableau ci-après :

N° d'ordre	ACTEURS
1	GWP-AO
2	Sous-prefecture de Tagadi
3	SFN/ABV/DPARE
4	PNECI
5	UNA
6	PNECI
7	DGRE/DPARE/SFN
8	MINEF/DPARE
9	SODEXAM
10	Secretariat Executif PN-RRC
11	ONG La CIBES
12	Conseil Régional du Gontougo
13	ABV
14	MINHAS/DAUD
15	MINEDDTE
16	MINHAS/DH
17	MEMINADERPV/DPMTA
18	CURAT/UFHB
19	INHP
20	INHP/LEA

21	MINEF/DEPH
22	GWPAO/AO
23	CNDFB/MINEF
24	MFFE
25	PNECI
26	MIS/ONPC
27	CNCMR
28	L'inter/Média pêche
29	DR Eaux et Forêts Bondoukou

2.4. Adoption de l'agenda de l'atelier

Pour atteindre les objectifs fixés, un agenda a été présenté par le Consultant et soumis à l'assemblée pour adoption dans le but de planifier les différentes tâches de l'atelier. Après plusieurs échanges, l'agenda fut adopté pour la réussite de l'atelier.

3. Déroulement des travaux et synthèse des échanges

3.1. Rappel des objectifs et des résultats

3.1.1. Objectifs de l'atelier national

L'objectif principal de l'atelier national est de renforcer l'intégration des politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière (notamment, mais non exclusivement, pour ce qui est des risques des inondations et de la sécheresse) afin de renforcer la résilience au CC dans le BV.

De façon spécifique, il s'agit :

- d'apprécier l'intégration des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC ainsi que leur mise en œuvre aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV ;
- de proposer des améliorations à mettre en place pour l'intégration et une mise en œuvre effectives des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV ;
- d'apprécier le mécanisme existant de coordination et de collaboration institutionnelles pour la mise en œuvre des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV ;
- de suggérer des améliorations à apporter au mécanisme existant de coordination et de collaboration institutionnelles pour la mise en œuvre des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV, ou proposer un nouveau le cas échéant.

3.1.2. Résultats attendus de l'atelier national

Au terme de l'atelier national, les participants ont fait la revue des politiques, des plans et des directives de RRC et d'ACC d'une part ; et d'autre part proposé des améliorations à mettre en place pour renforcer leur l'intégration et leur mise en œuvre

sur la base d'un mécanisme de coordination et de collaboration institutionnelles appropriés aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV.

3.2. Démarche méthodologique

L'atelier national sera facilité par le Consultant national en collaboration avec le Partenariat National de l'Eau de la Côte d'Ivoire et le Coordonnateur de la Structure Focale nationale (SFN) de l'ABV en Côte d'Ivoire ainsi que des Experts et personnes ressources ayant des expériences avérées sur les thématiques en lien avec les objectifs spécifiques présentés en amont dans la présente note conceptuelle.

La démarche méthodologique d'organisation de l'atelier national s'articule autour des principales étapes ci-après : la préparation, le déroulement et le rapportage.

L'étape de préparation porte principalement sur la finalisation de la note conceptuelle et de l'agenda indicatif de déroulement, la préparation des communications y compris le ciblage et la mobilisation des participant(e)s et des experts/personnes ressources, ainsi que la prise des dispositions logistiques requises.

L'étape de déroulement alterne le développement des sessions avec des communications suivies de débats ainsi que des travaux de groupes dont les résultats sont restitués en plénière, avec en amont la cérémonie d'ouverture et en aval les formalités de clôture de l'atelier.

L'étape de rapportage met l'accent sur la synthèse et l'analyse de l'ensemble des productions issues de l'atelier d'une part, et sur l'élaboration du rapport d'autre part.

3.2.1. Méthode d'animation de l'atelier national

L'atelier s'est déroulé selon une approche interactive valorisant les prérequis et les expériences des participant(e)s au moyen de différentes techniques d'animation et de dynamique de groupes pour assurer leur participation active. Le premier rôle a été donné aux participant(e)s afin de garantir leur engagement vis à vis des résultats qui étaient obtenus.

Les supports didactiques incluent les communications sur chacune des sessions, les vidéos, les documents préparatoires (note conceptuelle, agenda de l'atelier, termes de référence des travaux de groupes, les rapports du consultant sur les politiques, plans et directives de RRC et d'ACC et le mécanisme de coordination et de collaboration institutionnelle pour leur mise en œuvre aux niveaux local, national et régional dans le BV.

Au nombre des techniques d'animation de l'atelier figurent entre autres le brainstorming, le partage des expériences des participant(e)s, les intermèdes d'animation pour casser la monotonie et retenir l'attention des participants, les exposés/débats, les travaux de groupe et la restitution en plénière.

Les participant(e)s ont reçu la documentation numérique et /ou en version papier.

L'atelier national s'est déroulé en français.

3.2.2. Contenu de l'atelier national

L'atelier local se déroulera sur deux (02) jours. Il est articulé autour des sessions en lien avec ses objectifs spécifiques, ainsi que suit :

- **Session 0** : Cérémonie d'ouverture et mise en route de l'atelier national ;
- **Session 1** : Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national transfrontière dans le bassin de la Volta ;
- **Session 2** : Intégration des politiques, des plans et de directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta ;
- **Session 3** : Mécanisme de coordination et de collaboration institutionnelles sur la mise en œuvre des politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV et formalités de départ.

3.3. Communications

- **Communication 1**



Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta

Mali, salle de conférence de Mali-Météo 29 et 30 Avril 2024



CONTEXTE



- ❑ Au cours des dernières décennies, l'humanité a assisté à une augmentation constante du nombre de catastrophes.
- ❑ Facteurs contribuant à cette tendance : population croissante, augmentation du nombre de personnes vivant dans les zones exposées aux aléas naturels, dégradation de l'environnement, modes de développement non viables conduisant à des niveaux de vulnérabilité élevée, l'urbanisation rapide et non planifiée.
- ❑ Conséquences : destruction des biens et des pertes en vies humaines.
- ❑ Elaboration des lois, politiques, stratégies, plans, programmes de RRC et d'ACC pour mieux gérer l'aléa et ses impacts au Mali

Lois, politiques, stratégies, plans, directives de RRC et d'ACC

Au niveau international

Désignations	Orientations
Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ces 17 Objectifs de Développement Durable (ODD)	Climat, la biodiversité, l'énergie, l'eau, la pauvreté, l'égalité des genres, la prospérité économique ou encore la paix, l'agriculture, l'éducation, etc
Cadre Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030	Réduire sensiblement les risques de catastrophe et les pertes en vies humaines, en moyens de subsistance et en santé, ainsi que les biens économiques, physiques, sociaux, culturels et environnementaux des personnes, des entreprises, des communautés et des pays.
Programme d'action de l'Union Africaine (UA) pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030)	Renforcer sa résilience face aux multiples risques afin de réduire considérablement les pertes liées aux catastrophes en Afrique
Accord de Paris, Conférence des NU sur les CC à Paris, le 12 décembre 2015	Réduire leurs émissions et à renforcer leur résilience pour faire face aux effets du changement climatique

3

Lois, politiques, stratégies, plans, directives de RRC et d'ACC

Au niveau régional

Désignations	Orientations
CEDAO, Stratégie Régionale Climat et son plan d'Action (2022-2030)	Renforcer et développer les capacités de résilience des populations face aux risques climatiques et environnementaux (crues, sécheresses, pollutions, dégradation des écosystèmes, ensablement)
CEDEAO, Plan d'action pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030)	Réduire sensiblement les risques de catastrophe et les pertes en vies humaines, en moyens de subsistance et en santé, ainsi que les biens économiques, physiques, sociaux, culturels et environnementaux des personnes, des entreprises, des communautés et des pays
CEDEAO, Stratégie et le plan d'Action Genre pour la réduction des risques de catastrophes (2020-2030)	Gestion efficace des risques de catastrophe, prise en compte des besoins des Femmes et des Hommes, des Filles et des Garçons
Politique des Ressources en Eau de l'Afrique de l'Ouest de 2008 et son plan de mise en œuvre de 2012	Gestion durable des eaux et écosystèmes, restauration des berges et écosystèmes dégradés

4

Lois, politiques, stratégies, plans, directives de RRC et d'ACC

Au niveau transfrontalier

Désignations	Orientations
Charte de l'Eau du bassin de la Volta, 2018	Elle Fixe les principes, règles, procédures et modalités d'une utilisation équitable, concertée et durable des ressources en eau partagées du bassin de la Volta, en vue de contribuer au développement durable du bassin de la Volta, conformément au mandat de l'Autorité du Bassin de la Volta.
Programme d'Action Stratégique du bassin de la Volta, 2014	Gestion durable des eaux et écosystèmes, restauration des berges et écosystèmes dégradés Mise en place d'un SAP à l'échelle du bassin Développement des AGR et réduction de la pauvreté
Stratégie régionale de gestion des risques d'inondation et de sécheresse et Plan d'Action (2023 -2030)	Gestion durable des eaux et écosystèmes, restauration des berges et écosystèmes dégradés Renforcement du SAP à l'échelle du bassin Développement des AGR et réduction de la pauvreté
Plan d'actions pour l'amélioration de la participation accrue des femmes dans les processus de SAP-BEB-PC et la gestion des crues, 2023	Renforcement du leadership des femmes dans la gestion des crues Mise en œuvre des initiatives de gestion des eaux et des écosystèmes dégradés

5

Lois, politiques, stratégies, plans, directives de RRC et d'ACC

Au niveau national / Eau

Désignations	Orientations
LOI N°02- 006/ DU 31 Janvier 2002 portant code de l'Eau	Gestion et de la protection du domaine hydraulique et gestion des ressources en eau
Politique Nationale de l'Eau, 2006	Gestion durable des ressources en eau et écosystèmes associés, disponibilité quantitative et qualitative de l'eau pour les différents usages
Arrêté Interministériel n°2016-3449/ MEE-MATDRE-SG portant création et modalité de fonctionnement du Comité de Bassin du Sourou Portion Nationale du Mali	Gestion durable des ressources en eau et écosystèmes associés, gestion des risques climatiques, reboisement des berges et restauration des écosystèmes dégradés
Arrêté Interministériel n°2016-3450/ MEE-MATDRE-SG portant dénomination, délimitation et modalités de fonctionnement du Comité Local	Gestion intégrée et concertée des ressources en eau dans sa zone du bassin

6

Lois, politiques, stratégies, plans, directives de RRC et d'ACC

Au niveau national/Environnement

Désignations	Orientations
Politique Nationale des changements climatiques (2015-2025)	cadre unique référence pour la coordination et la mise en synergie des différentes interventions en matière de changements climatiques ainsi que l'intégration des changements climatiques dans les différentes politiques sectorielles du pays
Schéma directeur d'aménagement et de gestion des ressources en eau du bassin du Sourou-Portion national du Mali	Bonne gouvernance en matière d'eau, (ii) développement socioéconomique, (iii), protection et la gestion durable des ressources naturelles et de tous les écosystèmes qui sont associés
Schéma Régional d'Aménagement de la Région de Mopti (2010-2035)	Outil d'aide à la décision qui permettent aux multiples acteurs de la décentralisation d'éviter un pilotage à vue tout en étant un instrument de gouvernance locale
Plan National de Sécheresses du Mali (2021-2025)	Identification des impacts du phénomène; l'inventaire des secteurs socio-économiques les plus vulnérables; la proposition de mesures de prévention et/ou d'adaptation; Et de renforcement de capacités d'adaptation et de résilience
Plan Stratégique de Développement de la Météorologie (2018-2027)	Développer les services météorologiques et climatiques pour répondre aux besoins des politiques de prévisions, de gestion de risques de catastrophes et d'adaptation à la variabilité et aux changements climatiques

7

Lois, politiques, stratégies, plans, directives de RRC et d'ACC

Au niveau national / Agriculture

Désignations	Orientations
Programme National d'Investissement Agricole et de Sécurité Alimentaire, PNISA-2015-2025)	Moderniser le monde Agricole et rural par la mobilisation massive d'investissements dans les facteurs fondamentaux de production (foncier, financement, aménagements, équipements).
Politique de Développement Agricole du Mali, 2013	Contribuer à faire du Mali un pays émergent où le secteur Agricole est un moteur de la croissance de l'économie nationale et garant de la souveraineté alimentaire dans une logique de développement durable, reposant prioritairement sur les Exploitations Agricoles Familiales (EAF) et les Entreprises Agricoles (EA) modernes et compétitives ainsi que sur les Organisations Professionnelles Agricoles (OPA) représentatives.

8

Lois, politiques, stratégies, plans, directives de RRC et d'ACC

Au niveau national / protection civile et autres secteurs

Désignations	Orientations
Décret n° 2016-0974/P-RM du 27 décembre 2016 portant création, organisation, attributions et modalités de fonctionnement de la plateforme nationale pour la réduction des risques de catastrophes au Mali.	sensibiliser et d'éduquer sur la notion des risques; de réduire les facteurs de vulnérabilité des populations et de l'environnement; de se tenir prêt et agir en cas de catastrophe
Stratégie Nationale de Réduction des Risques de Catastrophes (révisée et en cours de validation)	Faire l'état des lieux et analyser des risques et vulnérabilités au niveau national pour retenir les risques majeurs. Les capacités nationales pour faire face aux différents risques de catastrophes
<ul style="list-style-type: none"> - Plan NOVI de la DGPC (Plan d'urgence pour secourir un nombre important de victimes) - Plan ORSEC (Organisation de la Réponse de Sécurité Civile - Plan Afflux massif de blessés (Mesures liées à la prise en charge d'un afflux massif de blessés) - Plan Contingence (Ensemble de procédures et de mesures élaborées à l'avance qui décrit les actions spécifiques qu'une organisation doit prendre afin de répondre efficacement à une perturbation ou à une urgence unique) 	

9

Lois, politiques, stratégies, plans, directives de RRC et d'ACC

Au niveau local/communal

Désignations	Orientations
Plans de Développement Social, Economique, et Culturel (PDSEC)	Instrument de la politique de développement local

10



MERCI POUR VOTRE AIMABLE ATTENTION



- **Communication 2**



**Volta Flood and
Drought Management**



ADAPTATION FUND

Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta

**6 – 7 Mai 2024 à l'Hôtel Les TERRASSES de Bonoumin
(Cocody – Abidjan) Côte d'Ivoire**

Equipe Consultant National
 Prof. GOULA Bi Tié Albert
 Dr SORO Gnénéyou Emile
 Dr. KONIN N'Da Jean-Claude
 Dr. YAO Blé Anoma Forhest













CONTEXTE

- ❑ Au cours des dernières décennies, l'humanité a assisté à une augmentation constante du nombre de catastrophes.
- ❑ Facteurs contribuant à cette tendance : population croissante, augmentation du nombre de personnes vivant dans les zones exposées aux aléas naturels, dégradation de l'environnement, modes de développement non viables conduisant à des niveaux de vulnérabilité élevée, l'urbanisation rapide et non planifiée
- ❑ Conséquences : destruction des biens et des pertes en vies humaines.
- ❑ Elaboration des lois, politiques, stratégies, plans, programmes de RRC et d'ACC pour mieux gérer l'aléa et ses impacts au Mali

Lois, politiques, stratégies, plans, directives de RRC et d'ACC

Au niveau international

Désignations	Orientations
Programme de développement durable à l'horizon 2030 et ces 17 Objectifs de Développement Durable (ODD)	Climat, la biodiversité, l'énergie, l'eau, la pauvreté, l'égalité des genres, la prospérité économique ou encore la paix, l'agriculture, l'éducation, etc
Cadre Sendai pour la réduction des risques de catastrophes 2015-2030	Réduire sensiblement les risques de catastrophe et les pertes en vies humaines, en moyens de subsistance et en santé, ainsi que les biens économiques, physiques, sociaux, culturels et environnementaux des personnes, des entreprises, des communautés et des pays.
Programme d'action de l'Union Africaine (UA) pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030)	Renforcer sa résilience face aux multiples risques afin de réduire considérablement les pertes liées aux catastrophes en Afrique
Accord de Paris, Conférence des NU sur les CC à Paris, le 12 décembre 2015	Réduire leurs émissions et à renforcer leur résilience pour faire face aux effets du changement climatique

3

Lois, politiques, stratégies, plans, directives de RRC et d'ACC

Au niveau régional

Désignations	Orientations
CEDAO, Stratégie Régionale Climat et son plan d'Action (2022-2030)	Renforcer et développer les capacités de résilience des populations face aux risques climatiques et environnementaux (crues, sécheresses, pollutions, dégradation des écosystèmes, ensablement)
CEDEAO, Plan d'action pour la réduction des risques de catastrophes (2015-2030)	Réduire sensiblement les risques de catastrophe et les pertes en vies humaines, en moyens de subsistance et en santé, ainsi que les biens économiques, physiques, sociaux, culturels et environnementaux des personnes, des entreprises, des communautés et des pays
CEDEAO, Stratégie et le plan d'Action Genre pour la réduction des risques de catastrophes (2020-2030)	Gestion efficace des risques de catastrophe, prise en compte des besoins des Femmes et des Hommes, des Filles et des Garçons
Politique des Ressources en Eau de l'Afrique de l'Ouest de 2008 et son plan de mise en œuvre de 2012	Gestion durable des eaux et écosystèmes, restauration des berges et écosystèmes dégradés

4

Lois, politiques, stratégies, plans, directives de RRC et d'ACC

Au niveau transfrontalier

Désignations	Orientations
Charte de l'Eau du bassin de la Volta, 2018	Elle Fixe les principes, règles, procédures et modalités d'une utilisation équitable, concertée et durable des ressources en eau partagées du bassin de la Volta, en vue de contribuer au développement durable du bassin de la Volta, conformément au mandat de l'Autorité du Bassin de la Volta.
Programme d'Action Stratégique du bassin de la Volta, 2014	Gestion durable des eaux et écosystèmes, restauration des berges et écosystèmes dégradés Mise en place d'un SAP à l'échelle du bassin Développement des AGR et réduction de la pauvreté
Stratégie régionale de gestion des risques d'inondation et de sécheresse et Plan d'Action (2023 -2030)	Gestion durable des eaux et écosystèmes, restauration des berges et écosystèmes dégradés Renforcement du SAP à l'échelle du bassin Développement des AGR et réduction de la pauvreté
Plan d'actions pour l'amélioration de la participation accrue des femmes dans les processus de SAP-BEB-PC et la gestion des crues, 2023	Renforcement du leadership des femmes dans la gestion des crues Mise en œuvre des initiatives de gestion des eaux et des écosystèmes dégradés

5

Lois, politiques, stratégies, plans, directives de RRC et d'ACC

Au niveau national / Eau

Désignations	Orientations
LOI N°2023 – 900 du 23 Novembre 2023 portant code de l'Eau	Gestion et de la protection du domaine hydraulique et gestion des ressources en eau
Politique Nationale de l'Eau (2022)*	Gestion durable des ressources en eau et écosystèmes associés, disponibilité quantitative et qualitative de l'eau pour les différents usages
Plan d'action GIRE (2023)*	Gestion Intégrée des ressources en eau, principales actions du processus GIRE

6

Lois, politiques, stratégies, plans, directives de RRC et d'ACC

Au niveau national/Environnement

Désignations	Orientations
Document de stratégie national de lutte contre les changements climatiques 2015 – 2020 ;	indique la vision du pays dans la lutte contre les inondations dans un contexte de changement climatique avéré
Document de politique Nationale de l'environnement et du Développement durable (2018)	indique la vision du pays dans la lutte contre les inondations dans un contexte de changement climatique avéré
Plan National d'Adaptation aux Changements Climatique	intègre la gestion des inondations et la mise en place de système d'alerte précoce
La loi n° 2023 – 899 portant Code de l'Environnement	met en avant l'engagement du pays à mettre en place des mesures spécifiques pour la prévention et la gestion des impacts des inondations

7

Lois, politiques, stratégies, plans, directives de RRC et d'ACC

Au niveau national / Agriculture

Désignations	Orientations
Programme National d'Investissement agricole de deuxième génération (2017 – 2025)	Ensemble d'actions de développement du secteur agricole

8

Lois, politiques, stratégies, plans, directives de RRC et d'ACC

Au niveau national / protection civile et autres secteurs

Désignations	Orientations
Stratégie National de Réduction des Risques de catastrophes (SN-RCC 2020 – 2030)	proposition de missions complémentaires entre les différents partenaires
Plan d'action national pour le renforcement des capacités en matière de RRC en Côte d'Ivoire 2016 – 2020	propose la mise en place de système d'alerte précoce des inondations et des dégâts causés par l'eau dans les bassins versants

9



MERCI DE VOTRE ATTENTION



3.4. Résultats des travaux de groupes

Les résultats des groupes 1 et 2 relatifs à la liste (ou) répertoire actualisée des textes politico-stratégiques (lois, politique, plans, directives) et les orientations ou dispositions spécifiques en lien avec la RRC et l'ACC (analyse de contenu) au niveau régional, transfrontière, national et local sont présentés par les tableaux ci-dessous.

3.4.1. Résultat du Groupe 1

Niveau x	Liste (ou) répertoire actualisée des textes politico-stratégiques (lois, politique, plans, directives)	Quelles sont les orientations ou dispositions spécifiques en lien avec la RRC et l'ACC (analyse de contenu)
Régional		
Transfrontière	- Résolution du XVIII congrès de l'OMM en 2018	
National	- Décret n° 2012-988 du 10 octobre 2012 portant création, attribution, organisation et fonctionnement de la plateforme nationale de risques et gestion des catastrophes (PNRCC) ;	- En ses articles 3 et 4 : Missions
	- Décret n° 97-228 du 16 avril 1997 portant création de la SODEXAM	
	- Décret n° 2016-122 du mars 2016 portant création, attribution et organisation du centre national de coordination du mécanisme de réponse à l'alerte précoce (CNCMR) ;	- En son article 2 : Missions
	- Arrêté interministériel n°0168/MSHP/MINEF du 03 aout 2020 fixant les normes de potabilité de l'eau destinée à la consommation humaine, à l'exclusion de l'eau minérale naturelle et de l'eau de source	- En ses articles 2, 3, 4 et 5 ainsi que ses annexes 1, 2, 3, 4 et 5

		- Loi 2023-899 du 23 novembre 2023 portant code de l'hygiène et de la salubrité	En ses articles 2 et 3
Sectoriels, Transport, Météo, Sante, Protection Civile, développement social	(Eaux et forêts y compris hydrologie et hydrogéologie	- Loi n°2019-675 du 23 juillet 2019 portant code forestier	- Elaborer des projets et programmes de défense de la forêt et de lutte contre les feux de brousse - Elaborer une stratégie de lutte contre les feux de brousse et incendies de forêt à mettre en œuvre en relation avec toutes les parties prenantes
		- Décret n°2012-962 du 02 Octobre 2012 portant création, attribution, organisation et fonctionnement du Comité Nationale de Défense de la Forêt et de lutte contre les feux de Brousse (ce décret émane de la Stratégie de Préservation, de Restauration et d'Extension des Forêts du MINEF)	
	Environnement et Changement Climatique	- Loi 2023-899 du 23 novembre 2023 portant code de l'hygiène et de la salubrité	
	Agriculture,	- Loi 2023-899 du 23 novembre 2023 portant code de l'hygiène et de la salubrité	Chapitre 8, article 102 : Pêche, élevage et agricultures
	Transport,		
	Météo	- Décret n° 97-228 du 16 avril 1997 portant création de la SODEXAM	
	Sante,	- Décret 2022 de la 14/09/2022 portante transformation de L'EPAINHP en établissement public hospitalier national	En son article 4 : Attributions et missions
		- Arrêté interministériel n°0168/MSHP/MINEF du 03 aout 2020 fixant les normes de potabilité de l'eau destinée à la consommation humaine, à l'exclusion de l'eau minérale naturelle et de l'eau de source	- En ses articles 2, 3, 4 et 5 ainsi que ses annexes 1, 2, 3, 4 et 5
Protection Civile,			
Développement social	- Loi 2023-899 du 23 novembre 2023 portant code de l'hygiène et de la salubrité	En ses articles 2 et 3	

Local (région, cercle, commune)		
---------------------------------	--	--

3.4.2. Résultat du Groupe 2

Niveau x		Liste (ou) répertoire actualisée des textes politico-stratégiques (lois, politique, plans, directives)	Quelles sont les orientations ou dispositions spécifiques en lien avec la RRC et l'ACC (analyse de contenu)
Régional			
Transfrontière		1-Les résolutions du 18 ^e congrès de l'OSMM de 2018 ; 2-Les directives de l'OMM sur les services de prévision et d'alerte multi danger axées sur les impacts	
National			
Sectoriels, , Transport, Météo, Sante, Protection Civile, développement social	(Eau y compris hydrologie et hydrogéologie	1-Code de l'eau, Loi N°2023-902 du 23 novembre 2023 ; 2- La politique nationale de l'eau, le Décret est en cours ; 3- Le plan GIRE, adoptée le 20 juin 2022 ; 4- Le décret 2021-679 du 03 novembre 2021 portant réglementation des servitudes des ouvrages d'eau potable, d'assainissement et de drainage, de réseau électrique, des gazoducs et oléoducs ; 5-La loi portant Code de l'Assainissement et du Drainage, en cours ; 6- La lettre de politique sectorielle d'Assainissement et de Drainage de Côte d'Ivoire	1. Chapitres 2 (à traire à la protection des eaux) et 6 (mets en avant les mesures contre les risques d'inondation et il est dit que la réalisation d'ouvrage contre les crues incombes à l'état) 2. Chapitres 1 (relatifs à la situation des ressources en eau avec les aspects liés à la variabilité et au changement climatique)

			<p>3. Tome 1 Chapitre 2 états des lieux sur les ressources en eau et les problèmes liés à la gestion de ces ressources. Tome 3 qui définit les fiches d'action en rapport avec les systèmes d'alerte précoce en matière d'inondation.</p> <p>4. Article 2 et 3 qui définisse les servitudes des ouvrages d'eau potable, d'assainissement et de drainage en vue de lutter contre les inondations</p> <p>5. Document interministériel de stratégie sectoriel en matière d'assainissement</p>
	Environnement et Changement Climatique	<p>1-Stratégie Nationale de lutte contre le Changement climatique</p> <p>2- Stratégie Nationale genre et Changement climatique pour la période 2020-2024 ;</p> <p>3- Stratégie Nationale de réduction des risques et catastrophes 2020-2030, adopté le 23 décembre 2020 ;</p> <p>4- Le Code de l'Environnement N° 900 du 23 novembre 2023 ;*</p> <p>5-le Plan National d'Adaptation au Changement Climatique, en cours d'adaptation ;</p> <p>6-La loi d'orientation sur le Développement Durable N° 390 du 20 juin 2014 ;</p> <p>7- Plan d'action Stratégique pour la Réduction des risques de catastrophes sur la période 2020-2030 ;</p>	

		8-Le plan POLLUMAR adopté le 28 janvier 1998 et actualisé en 2015 9 . Loi 2019 N°-675 du 23 juillet 2019 portant le code forestier	9. Ce code forestier est basé sur les principes de gestion durable des forêts et de la biodiversité
	Agriculture,	1-Le PNIA-2 pour la période de 2018-2025 ; 2-La loi 2019-868 du 14 octobre 2019 modifiant la loi N°98-750 du 23 décembre 1998 relative au domaine foncier Rural telle que modifiée par les lois N° 2004-412 du 14 aout 2004 et N° 2013-655 du 13 septembre 2013 ; 4- Le décret déterminant les procédures d'immatriculation des terres du domaine Foncier Rural N° 2023-238 du 05 avril 2023	
	Transports,	1-La stratégie nationale de sécurité routière pour la période de 2021-2025 ;	
	Météo	1-Les résolutions du 18è congrès de l'OMM de 2018 ; 2-Les directives de l'OMM sur les services de prévision et d'alerte multidanger axées sur les impacts	
	Sante,		
	Protection Civile,	1-Lapolitique nationale de protection civile pour la période 2022-2030 ; 2-La stratégie nationale de protection civile pour la période de 2022-2030 ; 3-Le plan ORSEC ; 4-Le plan national de contingence multirisque pour la période 2023-2024	
	Développement social	1-La stratégie nationale de protection sociale pour la période 2024-2028 ;	
Local (région, cercle, commune)		1-Plan ORSEC	

4. Clôture de l'atelier

Elle a été marquée par deux (02) interventions :

4.1. Secrétaire Exécutif de GWP-AO

Le coordonnateur de la GWP-AO a remercié les participants pour leur présence effective et leur contribution pendant l'atelier. Il a exprimé le vœu de voir les recommandations atteindre les autorités compétentes pour une prise de décision conséquente. Il a également félicité et remercié tous les acteurs impliqués dans le projet. Après avoir exprimé sa volonté de voir les recommandations être traduites en action, il a souhaité un bon retour à tous.

4.2. Coordonnateur de la SFN/ABV

Le coordonnateur de la SFN/ABV a également remercié les participants pour leur présence effective et leur contribution pendant l'atelier. Après avoir exprimé sa satisfaction de voir les recommandations être traduites, il a indiqué que les conclusions de l'atelier seront mises à leur disposition dans l'intérêt des populations.

5. Conclusions et recommandations

Les politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national transfrontière et leur intégration dans le bassin de la volta ont été étudiés.. Une présentation relative au mécanisme de coordination et de collaboration institutionnelle sur la mise en œuvre des politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV a été faite. De même, les principaux acteurs du mécanisme de coordination au niveau national ont été présentés. Comme recommandations, on a retenu qu'il faut :

- sensibiliser et informer les populations des textes et projets de loi ;
- approfondir les lois et textes en lien avec la thématique étudiée ;
- former et renforcer la capacité des acteurs à mieux cerner les différents textes et législations en vigueur.
- impliquer toutes les couches sociales et les acteurs en tenant compte du genre dans la prise en compte des sinistrés ;
- mettre en exergue le plan ORSEC ;
- prioriser tout ce qui est plateforme et comité de gestion ;
- séparer le volet de l'assainissement et celui de la gestion des ressources en eau ;
- partager le compte rendu à travers les différents mails des participants.

Annexes

Annexe 1 : Liste des participant(e)s à l'atelier 6 et 7 mai 2024

N° d'ordre	NOM & PRENOMS	PROVENANCE	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS/EMAIL
1	HOUAMYE K. Armand	Ouagadougou	GWP-AO	Secrétaire Exécutif	armand.houanye@gwpao.org
2	Kouadio Clement N'DRI	Tagadi	Sous préfet de Tagadi	Sous Préfet de Tagadi	0748141128 / sassanoun1er@yahoo.fr
3	Dr Kouamé Auguste KOUASSI	Abidjan	SFN/ABV/DPARE	Directeur	0707712456 / kouameauguste@yahoo.fr
4	KRAIDI Jacques	Abidjan	PNECI	Conseiller Technique du Président	0708199536 / kraidijacques@yahoo.fr
5	Prof Bi Tié Albert GOULA	Abidjan	UNA	Consultant nationale	707520163 / goulaba2002@yahoo.fr
6	KOUAKOU Kouassi	Abidjan	PNECI	Finance	748203362
7	Kouassi Firmin YAO	Abidjan	DGRE/DPARE/SFN	Assistant du SFN	708135094 / firminyao@ymail.com
8	YAO Kouame Manzan Jacques	Bondoukou	Conseil Régional du Gontougo	Technicien	555678671 / kouamemj12@gmail.com
9	ALLAH Kouadio Stephane	Abidjan	MINEF/DPARE	Sous-Directeur	allahkouadiostephane2@gmail.com
10	Kassi Benoit ASSOFI	Abidjan	MINEF/DPARE	Agent	707073508 / assofikassibenoit@gmail.com
11	Vakaba FOFANA	Abidjan	SODEXAM	Chargé d'étude	vakaba.fofana@sodexam.ci
12	Alain Serge BOIGNINI	Abidjan	Secretariat Executif PN- RRC	Assistant du Secrétaire Executif	747897692 / alainsergeboignini@gmail.com
13	Beugré Sylvestre GBADJA	Bondoukou	ONG La CIBES	PCA	708284386 / onglacibes@yahoo.fr
14	Kouamé Manzan Jacques YAO	Bondoukou	Conseil Régional du Gontougo	Technicien	555678671 / kouamemj12@gmail.com
15	Dr N'Da Jean-Claude KONIN	Abidjan	UNA	Consultant	708107905 / koninjeanclaude@gmail.com
16	K. Elvis ASSI	Ouagadougou	ABV	Chargé de communication	22665801104 / askel.kgmar@gmail.com
17	Domian KONE	Abidjan	MINHAS/DAUD	Chargé de projets	707778540 / kdomian@yahoo.fr
18	N'Dah Francois BOUADI	Bondoukou	MINEDDTE	Directeur régional	707759697 / bouadifrancois@gmail.com

19	Clinnanga Daniel OUATTARA	Abidjan	MINHAS/DH	Chargé d'étude	778099738 / ouattaraclinnangadaniel@gmail.com
20	Koffi Basile YAO	Abidjan	MINHAS/DH	Géologue	555551151 / yaokoffibasile444694200@gmail.com
21	Angaman Paulin BOUADI	Abidjan	MEMINADERPV/	Chef de service	747409822 / bouadi999@gmail.com
22	Gnangui Christian ADON	Abidjan	CURAT/UFHB	Enseignant Chercheur	708528304 / adonchristian@yahoo.fr
23	Assikohon Pulcherie GOUZILE	Abidjan	INHP	Chargé de recherche	757062090 / gouazilepul@yahoo.fr
24	Mehoyo TRAORE	Abidjan	INHP/LEA	Chimiste	707077446 / traoremehoyo@yahoo.fr
25	Penifana Awa OUATTARA	Abidjan	MINEF/DPARE	Comptable SFN	ouattara.penifana79@gmail.com
26	Karidja BAMBA	Abidjan	MINEF/DEPH	Agent	759238230 / bambakaridja336@gmail.com
27	Kady W. COULIBALY	Abidjan	MINEF/DPARE	Agent	709830137 / kadycoul783@gmail.com
28	Noufou ZOUNGRANA	Ouagadougou	GWPAO- AO	Assistant administratif et financier	22676254078 / noufou.zoungrana@gwpoa.org
29	Ange Fabrice NAGUI	Abidjan	CNDFB/MINEF	Chargé d'étude	748082406 / angenagui@gmail.com
30	Fofana Namizata BINATE	Abidjan	MFFE	Conseillère technique	707362473 / binatefofananamizata@gmail.com
31	K Francois KOUADIO	Abidjan	PNECI	Secrétaire exécutif	102572525 / habiet777@yahoo.fr
32	Kacou Eric Olivier BROU	Abidjan	MIS/ONPC	Sous-Directeur planification opérationnelle	143453570 / brouericbko77@gmail.com
33	Flora YEBOI	Abidjan	CNCMR	Expert en environnement	777240847 / yeboi.flora@yahoo.fr
34	Marcelle AKA	Abidjan	L'inter/Média pêche	Journaliste	707439875 / kissekawe@yahoo.fr
35	K. Prudence YOBOUE	Bondoukou	DR Eaux et Forêts Bondoukou	Chef service de la gestion des ressources en eau	759997099 / prudencyoboue03@gmail.com
36	Ahmed Lamine SOUMAHORO	Abidjan	SODEXAM	Chef de bureau hydrométéorologie	789806119 / lamine.soumahoro@sodexam.ci

Annexe 2 : Agenda de l'atelier

Horaire	Activités	Méthodologie	Intervenants
Jour 1			
08h30-09h00	Inscription des participant(e)s	Secrétariat	▪ PNE
09h00-10h00	Session 0 : Cérémonie d'ouverture et mise en route de l'atelier national		
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Allocutions des partenaires ▪ Discours d'ouverture 	Mots de bienvenue Discours	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Coordonnateur SFN ABV, PNE ▪ Ministre de l'Eau ou Représentant
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Présentation des participant(e)s 	Présentation	<ul style="list-style-type: none"> ▪ PNE ▪ Consultant National ▪ Participants
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Objectifs de l'atelier ▪ Agenda de l'atelier et adoption 	Exposé/ débat	
	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Aspects logistiques ▪ Mise en place du présidium de l'atelier 		
10h00-10h30	PAUSE CAFE		
Session 1 : Politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national transfrontière dans le bassin de la Volta			
10h30-11h30	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Premiers résultats de la mission d'étude ▪ Consignes des travaux de groupe 1 ▪ Travaux de groupe 1 	Exposé/ débat	<ul style="list-style-type: none"> ▪ SFN/Consultant national ▪ Participant(e)s
11h30-13h00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux de groupe 1 (suite) 		<ul style="list-style-type: none"> ▪ Participant(e)s
13h00-14h00	PAUSE DEJEUNER		
14h00-15h30	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux de groupe 1 (suite et fin) ▪ Restitution des résultats des travaux de groupe 1 	Exposé/ débat/ Exercices	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consultant national ▪ Participant(e)s
Session 2 : Intégration des politiques, des plans et de directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta			
15h30-17h00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consignes des travaux de groupe 2 ▪ Travaux de groupe 2 	Exposé/ débat/	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consultant national ▪ Participant(e)s
17h00	Pause-café et fin de la 1^{ère} journée	Plénière	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consultant national ▪ Participant(e)s
Jour 2			
Session 2 : Intégration des politiques, des plans et de directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le bassin de la Volta (suite)			

Horaire	Activités	Méthodologie	Intervenants
08h30-10h30	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Travaux de groupe 2 (suite et fin) ▪ Restitution des résultats des travaux de groupe 2 	Exposé/ débat/ Exercices	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consultant national ▪ Participant(e)s
10h30-10h45	PAUSE CAFE		
Session 3 : Mécanisme de coordination et de collaboration institutionnelles sur la mise en œuvre des politiques, plans et directives de RRC et d'ACC aux niveaux local, national et transfrontière dans le BV			
10h45-13h30	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consignes des travaux de groupe 3 ▪ Travaux de groupe 3 ▪ Restitution des résultats des travaux de groupe 3 	Exposé/ débat/	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consultant national ▪ Participant(e)s
13h30 - 14h00	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Synthèse des recommandations de l'atelier ▪ Cérémonie de clôture 	Rapportage Mots des participants et partenaires Discours de clôture	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Consultant national ▪ SFN, PNE, Ministère
14h00	FORMALITES DE DEPART – PAUSE DEJEUNER – DEPART		

Annexe 3 : Listes des groupes

Liste de présence du groupe 1

N° d'ordre	NOM & PRENOMS	PROVENANCE	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS/EMAIL
1	Mme ODI Née Dandou C. Zita Clarice	Abidjan	MINEF/DPAR E	Agent	0707105773 / zita.dandou@yahoo.fr
2	KRAIDI Jacques	Abidjan	PNECI	Conseiller Technique du Président	0708199536 / kraidijacques@yahoo.fr
3	Koffi Basile YAO	Abidjan	MINHAS/DH	Géologue	0555551151 / yaokoffibasile444694200@gmail.com
4	Beugré Sylvestre GBADJA	Bondoukou	ONG La CIBES	PCA	0708284386 / onglacibes@yahoo.fr
5	Mehoyo TRAORE	Abidjan	INHP/LEA	Chimiste	0707077446 / traoremehoyo@yahoo.fr
6	Marcelle AKA	Abidjan	L'inter/Média pêche	Journaliste	0707439875 / kissekawe@yahoo.fr
7	Ange Fabrice NAGUI	Abidjan	CNDFB/MIN EF	Chargé d'étude	0748082406 / angenagui@gmail.com
8	Ahmed Lamine SOUMAHORO	Abidjan	SODEXAM	Chef de bureau hydrométéorologie	0789806119 / lamine.soumahoro@sodexam.ci



Figure 3: Illustration du groupe de travail 1

Liste de présence du groupe 2

N° d'ordre	NOM & PRENOMS	PROVENANCE	STRUCTURE	FONCTION	CONTACTS/EMAIL
1	Alain Serge BOIGNINI	Abidjan	Secretariat Executif PN- RRC	Assistant du Secrétaire Executif	0747897692 / alainsergeboignini@gmail.com
2	N'Dah Francois BOUADI	Bondoukou	MINEDDTE	Directeur régional	0707759697 / bouadifrancois@gmail.com
3	Domian KONE	Abidjan	MINHAS/DAU D	Chargé de projets	0707778540 / kdomian@yahoo.fr
4	Kouame Manzan Jacques YAO	Bondoukou	Conseil Régional du Gontougo	Technicien	0555678671 / kouamemj12@gmail.com
5	B. Philippine ESSIS	Abidjan	SODEXAM	Chargé d'étude	0758258472
6	K. Elvis ASSI	Ouagadougou	ABV	Chargé de communication	22665801104 / askel.kgmar@gmail.com



Figure 4: Illustration du groupe de travail 2